

RAPPORT ANNUEL 2023 DU CONSEIL DE SURVEILLANCE



Avant-propos des coprésidents

2023, UNE ANNÉE PLACÉE SOUS LE SIGNE DE L'INNOVATION ET DE L'IMPACT POUR LE CONSEIL



2023 a été une année placée sous le signe de l'innovation et de l'impact pour le Conseil. Nos recommandations ont contribué à améliorer davantage l'expérience des utilisateurs sur les plateformes de Meta et, en publiant plus de décisions dans de nouveaux formats, nous avons pu aborder un plus grand nombre de questions difficiles en matière de modération de contenu. Des slogans de manifestation en Iran à la critique des violences liées aux genres, nos décisions ont continué à protéger des voix importantes sur Facebook et Instagram. Pendant près de 4 ans, nous avons incité Meta à plus de transparence avec ses utilisateurs. En 2023, nous avons constaté un impact encore plus important sur nos utilisateurs. À la suite de l'une de nos recommandations, Meta a lancé « Statut du compte », afin de donner aux utilisateurs davantage d'informations sur leurs sanctions actuelles et passées. Nous avons également constaté la mise en place de mesures importantes de la part de Meta, afin de protéger les contenus importants via la finalisation d'une nouvelle approche cohérente de conservation de potentielles preuves d'atrocités.

À la suite de notre engagement à publier davantage de cas et plus rapidement, nous avons publié nos premières décisions sommaires qui examinent les cas pour lesquels Meta est revenu sur sa décision initiale lorsqu'un contenu a été sélectionné dans le cadre d'une éventuelle révision. Nous avons également émis nos premières décisions accélérées concernant le conflit entre Israël et le Hamas. Nous avons, par ailleurs, publié des décisions standard liées à des sujets importants tels que les prisonniers de guerre, les prises de position de leaders mondiaux et la transphobie. Au total, nous avons émis plus de 50 décisions en 2023, bien plus que pour les années précédentes, et, dans près de 90 % des cas, celles-ci étaient contraires à la décision initiale de Meta.

Pour 2024, nous prévoyons une année chargée et à fort impact pour le Conseil. Dans la mesure où près de la moitié de la planète a rendez-vous dans les urnes en 2024, le Conseil continuera à émettre des décisions centrées sur l'approche de Meta concernant les élections et la gestion par l'IA de la liberté d'expression et d'autres droits humains. Nous avons élargi notre portée pour inclure Threads et sommes intéressés par les problématiques majeures pour nos utilisateurs, telles que les contenus pénalisés, mais non supprimés. Nous sommes également attentifs à la conjoncture réglementaire en constante évolution et à l'importance du modèle du Conseil : un corps de délibération indépendant à l'échelle mondiale qui évalue des cas sous le prisme des droits humains, et aide à corriger le tir en toute transparence.

Bien que créé il y a seulement 4 ans, le Conseil a déjà abordé quelques-unes des questions les plus problématiques en matière de modération de contenu et a encouragé Meta à interagir avec les utilisateurs de la façon la plus juste possible. Le défi est de taille, l'incertitude est considérable, mais notre travail est crucial. Ensemble, nous chercherons à trouver des réponses qui amélioreront l'environnement des réseaux sociaux dans le monde entier.



**Evelyn Aswad, Catalina Botero-Marino,
Michael McConnell, Helle Thorning-Schmidt**
COPRÉSIDENTS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Avant-propos du Président de la Fiducie

GOVERNANCE DE CONTENU TRANSPARENTE ET RESPONSABLE



En 2023, le Conseil a continué à améliorer l'expérience des utilisateurs de Facebook et d'Instagram. En 2023, Marie Wieck, experte reconnue dans le domaine des technologies, nous a également rejoints en tant que fiduciaire, et nous avons aidé à la désignation d'un nouveau membre du Conseil, Kenji Yoshino.

En 2024, les fiduciaires continueront de superviser la manière dont le Conseil est géré et de préserver son indépendance, deux éléments essentiels à son succès. Aujourd'hui, les nouvelles réglementations s'accompagnent de nouvelles exigences, mais aussi d'opportunités. Les sociétés qui s'engagent à assurer une gouvernance transparente et responsable des contenus, supervisée par des organismes indépendants, comme l'a fait Meta, contribueront à renforcer la confiance des utilisateurs et à signaler aux autorités de régulation leur sérieux en matière de modération responsable des contenus. Nous étudierons encore davantage la possibilité d'établir de nouveaux partenariats avec d'autres entreprises, ainsi que la manière dont notre travail peut compléter au mieux les réglementations émergentes.

Cette année, le Conseil a d'ores et déjà élargi sa compétence à Threads, une étape charnière, et a publié des décisions clés sur des sujets allant des élections au négationnisme. En travaillant avec des associations de civils, des autorités de réglementation, mais également des employés de Meta et d'autres plateformes, j'ai la conviction que le Conseil ne fera que renforcer l'impact de son travail en 2024.



Stephen Neal
PRÉSIDENT DE LA FIDUCIE DU
CONSEIL DE SURVEILLANCE

Synthèse analytique

Meta a implémenté totalement ou en partie **75** de nos recommandations depuis 2021, parmi lesquelles **34** ont été mises en œuvre après la publication du Rapport annuel de l'année dernière.

En réponse à nos recommandations, Meta :



A mis à jour et créé des classifications qui ont empêché la suppression automatique de **3 500 publications sur le cancer du sein** durant les deux périodes de 30 jours.



A autorisé la diffusion de l'expression « Marg bar Khamenei » (qui se traduit littéralement par « Mort à Khamenei [le guide suprême de l'Iran] ») dans le contexte des **manifestations en Iran**.



Finalise une nouvelle approche cohérente en matière de conservation de potentielles **preuves d'atrocités**.



A lancé **Statut du compte** afin d'informer les utilisateurs des sanctions appliquées à leur compte et des motifs les justifiant.



A rendu son **système de sanctions** plus équitable et plus transparent.



A envoyé aux utilisateurs des avertissements concernant plus de **100 millions** de contenus présentant une forte probabilité d'infraction, les utilisateurs supprimant leurs publications dans plus de 20 % des cas.¹



A lancé sa **Bibliothèque de contenus** qui offre aux chercheurs des pays de la Majorité mondiale un meilleur accès aux données.

¹ Ces données concernent une période de 12 semaines. Toutes les informations sont agrégées et anonymisées pour la protection de la confidentialité des utilisateurs. Toutes les mesures sont des estimations fondées sur les informations disponibles à un instant donné.

LE CONSEIL ÉLARGIT SON CHAMP D'ACTION À THREADS



En 2023, le Conseil de surveillance a :



Publié nos **premières décisions accélérées** concernant le conflit entre Israël et le Hamas **12 jours** après l'annonce des cas.



Publié nos **premières décisions sommaires** examinant les cas dans lesquels Meta a modifié sa décision initiale après un recours auprès du Conseil et soulignant les domaines d'amélioration pour Meta.

ÉMIS 53 DÉCISIONS :

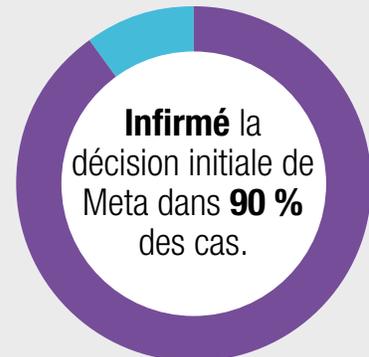
22 DÉCISIONS STANDARD

29 DÉCISIONS SOMMAIRES

2 DÉCISIONS ACCÉLÉRÉES



Abordé d'autres domaines, tels que **les prisonniers de guerre, les régimes extrêmes** et la **transphobie**.



Émis un avis consultatif en matière de politiques concernant la désinformation en matière de **COVID-19**.



Veillé **au respect par Meta de ses obligations** d'implémenter nos décisions dans un délai de sept jours après publication et de répondre à nos recommandations dans un délai de 60 jours.



Reçu **800 commentaires publics** de personnes et d'organisations du monde entier.

AMÉLIORER LA FAÇON DONT META TRAITE LES INDIVIDUS ET LES COMMUNAUTÉS À TRAVERS LE MONDE



En 2024, le Conseil de surveillance va :

1. Étudier la façon dont nos recommandations peuvent permettre d'identifier et de neutraliser des **risques systémiques** liés aux choix initiaux de conception produit et au **traitement automatisé** des contenus en ligne.
2. S'exprimer sur des sujets tels que **les élections, les conflits** ainsi que **la manipulation des médias**.
3. Se concentrer sur des problématiques clés des utilisateurs, comme la **pénalisation des contenus**.



Recommandations et impact

AMÉLIORER LES POLITIQUES
APPLIQUÉES À DES MILLIARDS
D'UTILISATEURS



Dans nos décisions et nos avis consultatifs en matière de politiques, nous formulons des recommandations spécifiques sur la manière dont Meta peut améliorer les politiques qu'elle applique aux contenus de milliards d'utilisateurs.

Bien que nos recommandations ne soient pas contraignantes, Meta doit y répondre publiquement dans un délai de 60 jours. En 2023, Meta a progressé dans la mise en œuvre de nos recommandations, nous fournissant pour la première fois des mesures d'impact.



Pour améliorer sa gestion de contenus liés aux élections, aux manifestations et à la santé, Meta :

- ➔ a autorisé **la diffusion de l'expression** « Marg bar Khamenei » (qui se traduit littéralement par « Mort à Khamenei [le guide suprême de l'Iran] ») dans le contexte des manifestations en cours en Iran. Après la mise en œuvre de cette recommandation en janvier 2023, les publications Instagram reprenant l'expression « Marg bar Khamenei » ont augmenté de près de 30 % (voir les pages 23 à 25 de notre [rapport sur la transparence au T1 2023](#) pour plus d'informations).
- ➔ a mis à jour et créé des classifications qui, sur deux périodes de 30 jours, **ont empêché la suppression automatique d'un total de 3 500 posts sur le cancer du sein.**
- ➔ prévoit de partager des chiffres qui permettront à l'entreprise **de garder un œil sur sa progression à l'approche d'événements critiques prévus, tels que des élections, mais aussi pendant et après leur déroulement.**



Pour améliorer la façon dont les utilisateurs de ses plateformes sont traités, Meta :

- ➔ a lancé le « Statut du compte », une expérience intégrée qui fournit **des informations sur les sanctions actuelles et passées appliquées à un compte, ainsi que le motif qui les justifie.**
- ➔ **a modifié son système de « sanctions » de façon à le rendre plus juste et transparent**, en réponse à nos inquiétudes liées au système de sanctions opaque de Meta et à celles des utilisateurs craignant d’être placés dans la « prison de Facebook ».
- ➔ a commencé à envoyer des avertissements de potentielles violations de politiques aux utilisateurs publiant des contenus susceptibles d’être concernés, **leur donnant ainsi l’occasion de comprendre les politiques de Meta, puis de modifier et de republier leur contenu afin qu’il y soit conforme.** Sur une période de 12 semaines, Meta a envoyé plus de 100 millions d’avertissements. Plus de 20 % du temps, les utilisateurs ont décidé de supprimer leurs publications.²
- ➔ s’est engagée **à déployer un nouveau système permettant de suivre les requêtes des autorités**, et ce, à la suite de nos sollicitations de révision des modalités en matière de collecte d’informations concernant ces requêtes. Les membres d’États devront répondre à une série de questions établies qui, selon Meta, a pour objectif de renforcer la transparence et les possibilités de signalement public.



Pour améliorer les expériences des habitants de la Majorité mondiale, Meta :

- ➔ a fait traduire ses règles dans d’autres langues, telles que le Somali et le Pachtou. Dans la mesure où nous avons initialement recommandé, en avril 2021, une traduction des règles de Meta dans l’ensemble des langues majoritaires chez ses utilisateurs, **Meta a fait traduire ses Standards de la communauté dans plus de 20 langues supplémentaires, parlées par plus d’un milliard de personnes.**
- ➔ **a lancé sa Bibliothèque de contenus.** Cette initiative est ouverte aux demandes des chercheurs du monde entier **et permettra aux chercheurs des pays de la Majorité mondiale d’avoir un meilleur accès aux données.**

² Attention : toutes les informations sont agrégées et anonymisées pour la protection de la confidentialité des utilisateurs. Toutes les mesures sont des estimations fondées sur les informations disponibles à un instant donné.



Pour apporter une réponse plus adéquate en matière de crise et de situations de conflit, Meta :

- ➔ a adopté **un nouveau Protocole de politique de crise** afin de régir sa réponse aux situations de crise. En janvier 2023, l'entreprise en a fait usage pour déterminer si les comptes Facebook et Instagram du Président Trump pouvaient être restaurés.
- ➔ a formé une **équipe de coordination en cas de crise** afin de gérer les élections ainsi que les événements à risque important. L'équipe est composée de responsables de crise qui assurent 24 h/24, partout dans le monde, la couverture d'événements critiques prévus et imprévus.
- ➔ a finalisé **une nouvelle approche cohérente de conservation de potentielles preuves d'atrocités** et de violations sérieuses des lois internationales en matière de droits humains et de droit humanitaire.

Implémentation rigoureuse

Le Conseil dispose de justificatifs certifiant l'implémentation totale ou partielle de 75 de ses recommandations depuis janvier 2021, dont 34 depuis la publication du [Rapport annuel de l'année dernière](#). Le tableau ci-dessous détaille l'implémentation par Meta des 266 recommandations formulées par le Conseil jusqu'au début du mois de mai 2024, date à laquelle le présent rapport a été finalisé.

Statut de l'implémentation	Total	Comparaison avec le Rapport annuel de 2022
Implémentation prouvée par la publication d'informations	45	+ 18
Application partielle prouvée par la publication d'informations	30	+ 16
Progrès signalés	81	- 3
Meta a signalé l'implémentation d'une action, ou décrit un travail en cours de réalisation, mais n'a publié aucune information attestant de cette implémentation	42	+ 13
Recommandation refusée après une étude de faisabilité	15	+ 5
Recommandation refusée	32	N/A ³
Recommandation omise ou redéfinie	16	N/A
En attente d'une réponse préliminaire de la part de Meta	5	+ 1

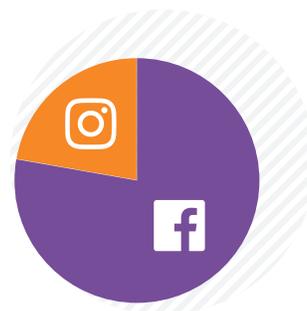
- 3 En avril 2024, le Comité d'implémentation du Conseil a divisé la catégorie « Recommandation omise, refusée ou redéfinie » en deux catégories distinctes : « Recommandation refusée » et « Recommandation omise ou redéfinie ». La catégorie « Recommandation refusée » s'applique aux recommandations comprises et prises en compte par Meta, tandis que la catégorie « Recommandation omise ou redéfinie » s'applique aux cas dans lesquels l'entreprise n'a pas saisi la recommandation du Conseil.



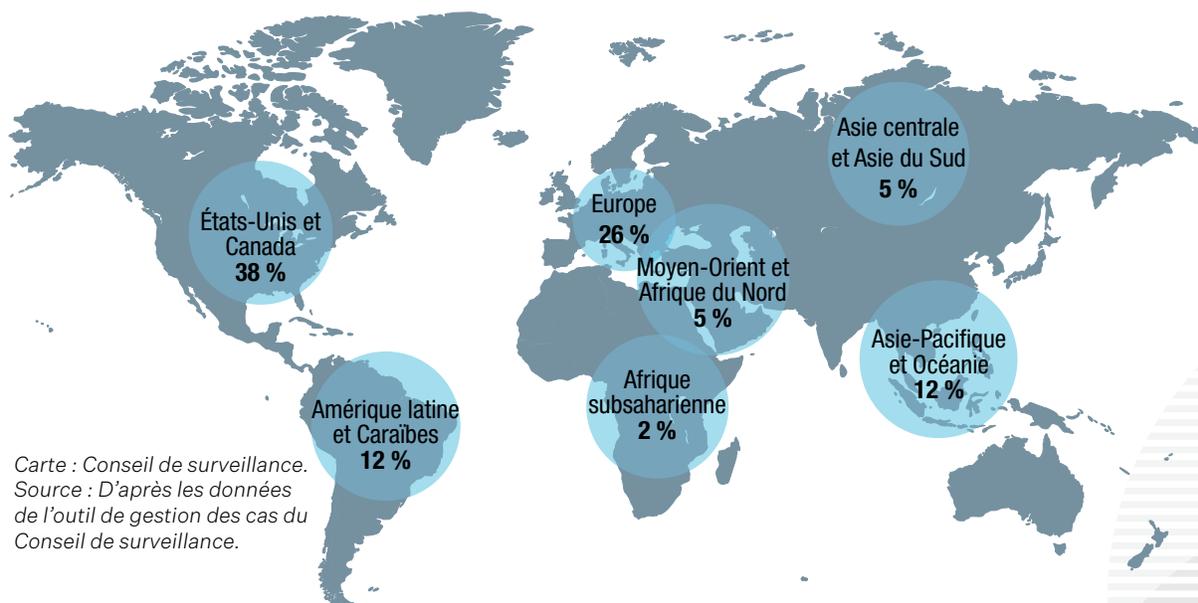
**RECOMMANDATIONS DU
CONSEIL ADRESSÉES À META**

Appels auprès du Conseil

En 2023, le Conseil a reçu 398 597 appels du monde entier, dont 39 cas référés par Meta. Bien que nous ne puissions réviser qu'un petit nombre de cas, nous continuons à sélectionner ceux qui soulèvent des problèmes sous-jacents récurrents auxquels sont confrontés de nombreux utilisateurs dans le monde, et à formuler des recommandations pour y remédier. Plus de trois quarts (78 %) des appels soumis en 2023 concernaient des publications sur Facebook, tandis que moins d'un quart (22 %) concernait des publications sur Instagram.



Part des cas soumis au Conseil en 2023 par région sélectionnée par l'utilisateur



Carte : Conseil de surveillance.
Source : D'après les données de l'outil de gestion des cas du Conseil de surveillance.

En 2023, 38 % des cas soumis au Conseil provenaient des États-Unis et du Canada, un taux en baisse de 9 % pour cette région par rapport à 2022. 26 % des cas provenaient d'Europe, soit 4 % de plus qu'en 2022. L'Asie-Pacifique et l'Océanie ont représenté 12 % des cas (une baisse de 13 % par rapport à 2022), tandis que l'Amérique latine et les Caraïbes étaient concernées par 12 % des cas (un nombre inchangé par rapport à 2022). Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont représenté 5 % des cas (une augmentation de 3 points par rapport à 2022), de même que l'Asie centrale et l'Asie du Sud (2 points en plus comparé à 2022). 2 % des appels provenaient d'Afrique subsaharienne (un chiffre inchangé par rapport à 2022). Si le taux d'appel pour la Majorité mondiale reste limité, les petites augmentations observées au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Asie centrale ainsi qu'en Asie du Sud sont une donnée positive. En 2024, nous chercherons à faire connaître davantage notre travail dans ces pays, notamment via des publicités destinées à des utilisateurs de pays spécifiques sur Facebook et Instagram, ainsi que via des événements régionaux en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud.

La prise en compte des normes internationales des droits de l'homme dans les décisions du Conseil

RECOMMANDATIONS SUR LA MANIÈRE DONT META PEUT AMÉLIORER SES POLITIQUES



Au sein du Conseil, nous sommes convaincus que Meta prendra des décisions plus justes et raisonnées si ces dernières sont basées sur les normes internationales des droits de l'homme qu'elle s'est elle-même engagée à appliquer.

Nous sélectionnons des cas, rendons des décisions et fournissons des recommandations pour favoriser chez Meta le respect des droits de l'ensemble des personnes. Dans nos décisions, nous fournissons une analyse détaillée des implications et des questions liées aux droits humains pertinents en fonction du cas. Vous trouverez ci-dessous des exemples illustrant la manière dont nous avons utilisé les normes internationales en matière de droits de l'homme dans les décisions que nous avons publiées en 2023.

Nudité et identité de genre

Dans ces cas-ci, nous avons rejeté la décision de suppression de Meta relative à deux publications représentant un couple formé d'une personne transgenre et d'une personne non binaire la poitrine découverte, mais couvrant leurs seins. Si le Pacte international relatif aux droits civils et politiques garantit la liberté d'expression à l'ensemble des personnes sans discrimination liée à leur genre ou à tout autre statut, nous avons constaté que les politiques de Meta sur la nudité des personnes adultes freinaient davantage l'expression des femmes, des personnes trans et des personnes non binaires.

En réponse, nous avons vivement incité Meta à définir des critères respectueux des droits, clairs et objectifs afin de régir les Standards de la communauté relatifs à la nudité et activités sexuelles chez les adultes, et ce, de façon à ce que chacun soit traité conformément aux normes internationales des droits de l'homme, sans discrimination liée au genre ou au sexe.

Premier ministre du Cambodge

Dans ce cas, nous avons refusé la décision initiale de Meta de maintenir la publication d'une vidéo sur Facebook dans laquelle le premier ministre cambodgien de l'époque, Hun Sen, menaçait ses opposants politiques de façon violente. Nous en avons conclu que ce contenu était contraire aux responsabilités de Meta en matière de droits humains. Cela représentait un risque élevé pour le droit de vote et de participation au débat public, à une concertation sereine, à une sécurité physique ainsi qu'à la vie au Cambodge en général.

Après avoir évalué les facteurs pertinents à l'aide du Plan d'action de Rabat en 6 étapes, nous avons estimé que la suppression du contenu constituait une limite proportionnée et indispensable à la liberté d'expression.

Prisonniers de guerre arméniens

Dans ce cas, nous avons confirmé la décision de Meta d'apposer un écran d'avertissement sur une vidéo Facebook présentant des prisonniers de guerre identifiables. Notre décision a insisté sur l'importance, pour les entreprises de réseaux sociaux, de conserver les contenus illustrant des crimes atroces ou des violations sérieuses des droits humains, tels que définis dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. De notre point de vue, ce contenu informait le public et contribuait à faire pression sur les pouvoirs en place en faveur de la protection des droits des prisonniers. La décision d'apposer un écran d'avertissement était indispensable et mesurée, il s'agissait également d'un signe de respect pour les droits des prisonniers et pour leurs familles.

Dans notre décision, nous avons appelé Meta à définir au plus vite une approche cohérente en matière de conservation de potentielles preuves d'atrocités et de violations sérieuses des lois internationales en matière de droits humains. L'entreprise implémente actuellement cette recommandation.

La valeur d'une approche centrée sur les droits humains

En tant que Conseil, nous avons désormais plus de trois ans d'expérience pratique dans l'application des normes internationales des droits de l'homme au sein d'une entreprise privée, et ce, par le biais de la modération des contenus publiés par des milliards d'utilisateurs à travers le monde. Ces normes apportent de nombreux avantages. Elles placent la liberté d'expression et la dignité humaine au centre de notre analyse, offrent un point de référence interculturel et favorisent la transparence, inscrivant notre travail dans un écosystème d'acteurs des droits de l'homme.

Cependant, il y a aussi des défis à relever. Par exemple, les préjudices en ligne peuvent être différents des préjudices commis dans le monde réel. Dans nos décisions, nous avons exprimé nos inquiétudes concernant la rapidité et la portée de diffusion des contenus en ligne, qui entraînent des préjudices cumulés, qui n'existeraient pas hors ligne. Notre expérience de Conseil nous montre qu'une approche basée sur les normes internationales des droits de l'homme peut être utile. À l'avenir, nous continuerons à adapter notre approche aux difficultés énoncées. Ce sera difficile, mais immensément précieux, et nous nous appuierons sur le retour d'information des universitaires et de la société civile au fur et à mesure que nous poursuivrons sur cette voie.

Prochaines étapes : 2024 et après

PAYSAGE RÉGLEMENTAIRE ET IMPORTANCE DU CONSEIL



De nouvelles réglementations en matière de technologie aux élections et aux conflits qui vont dessiner l'avenir de la planète, 2024 est déjà le théâtre de changements majeurs. Le Conseil s'efforcera d'adapter son travail aux débats actuels, y compris dans les domaines suivants :

- ➔ Si la législation sur les services numériques de l'Union européenne représente la **réglementation** la plus vaste avec l'impact potentiel le plus important, d'autres régions telles que les États-Unis, le Royaume-Uni, le Brésil et l'Inde recourent à d'autres approches législatives. Notre Conseil a aidé Meta à aborder la question des risques systémiques associés aux droits humains en lien avec sa modération de contenu. Cela a permis d'éviter la suppression abusive de certaines publications importantes, y compris les discours politiques en Iran et les contenus relatifs à la sensibilisation au cancer du sein. Nous pensons que notre travail sur les risques systémiques peut être utile à plus grande échelle. Notre travail identifie les risques systémiques en lien avec la liberté d'expression et d'autres droits humains, et aide à les gérer, assurant ainsi la conformité aux nouvelles législations et instaurant une relation de confiance avec les utilisateurs de plateformes en ligne.
- ➔ 2024 s'avère déjà être une année **d'incertitude politique et géopolitique**. En sus des conflits actuels dans le monde, cette année sera également le théâtre de plus de 50 élections à l'échelle nationale, près de la moitié du monde se rendant aux urnes. Dans ce sillage, nous prendrons en charge davantage de cas dans ces domaines, de façon accélérée lorsque cela est nécessaire.

-
- ➔ Nous continuerons à nous **concentrer sur les problématiques clés des personnes.** Nous avons déjà étendu notre périmètre pour inclure Threads et commencerons très bientôt à aborder les problématiques de ses millions d'utilisateurs. À l'avenir, nous continuerons à étendre notre travail à de nouveaux domaines afin de nous assurer que Meta traite les utilisateurs de manière équitable. L'une d'entre elles est le contenu pénalisé, mais non supprimé : la plateforme limite la visibilité d'une publication sans en avertir l'utilisateur.



AMÉLIORER LA FAÇON DONT META TRAITE LES INDIVIDUS ET LES COMMUNAUTÉS À TRAVERS LE MONDE



www.oversightboard.com

© 2024 Oversight Board LLC